

EURODEFENSE-FRANCE



**Petit-déjeuner avec le Général d'armée aérienne Patrick de Rousiers
Ancien Président du Comité militaire de l'Union Européenne et
Conseiller militaire de la Haute Représentante et
Vice-Présidente de la Commission Européenne
Mardi 24 novembre 2015 (Ecole militaire de Paris)**

02 12 15

« 2012-2015 : l'Europe de la défense a-t-elle progressé ? »

Synthèse de la présentation

Le Général Patrick de Rousiers a commencé sa présentation en faisant part de sa grande émotion après les tragiques événements survenus à Paris le 13 novembre, alors qu'il va quitter le service actif à l'issue d'une longue carrière militaire de 40 ans consacrée au service de la France, pour laquelle il a participé à deux nombreuses opérations extérieures, et au service des Nations européennes (plus qu'au service de l'Europe) au cours des trois dernières années. Son « adieu aux armes » aura lieu le 27 novembre.

De ces trois années passées au service de l'Europe, le Général Patrick de Rousiers retient un certain nombre d'enseignements. Certains sont positifs :

1. L'Europe de la défense, que l'on pourrait qualifier d'Europe des solidarités, progresse dans les faits comme dans les esprits. Devant l'importance et le nombre des enjeux de sécurité, les Nations européennes n'ont plus désormais les moyens d'agir seules. En outre, grâce au traité de Lisbonne, au travail du SEAE et aux leçons tirées de diverses expériences, le recours à la chose militaire n'apparaît plus incongru à Bruxelles : ainsi, dans la lutte contre le virus Ebola, il est apparu naturel à la Commission de faire appel aux militaires pour soutenir et rassurer les ONG humanitaires.
2. Au cours de ces trois dernières années, quatre nouvelles opérations (dont Sophia) ont été lancées par l'Union européenne, nécessitant à chaque fois le consensus des 28 Etats Membres. Il est important d'impliquer l'Europe dans toute nouvelle opération extérieure, mais en ayant bien conscience des limites qu'impose une décision à 28 : l'UE peut se comparer plutôt à un marathonien qu'à un coureur de 100m, elle s'inscrit dans la durée.

3. On a vu apparaître un changement profond dans l'appréhension des enjeux par les pays de l'UE avec six opérations pilotées par cinq nations cadres différentes qui illustrent l'engagement solidaire des européens : EUTM Sophia et Somalie par l'Italie, EUTM Mali par l'Allemagne, Atalante par le Royaume Uni, RCA par la France et Bosnie Herzégovine par l'Autriche.
4. On note aussi un réel progrès dans les relations de l'UE avec les pays tiers, y compris avec les Etats-Unis. Le cadre UE rassure, à la fois par la diversité de ses Etats membres et par l'engagement qu'il sous-tend : de nombreux partenariats ont été noués pour des opérations extérieures, une fois l'engagement de l'UE affirmé. L'UE a noué également de nombreux partenariats stratégiques avec des pays tiers, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Bosnie Herzégovine, la Corée du sud, le Pakistan, la Chine (octobre 2014)...

D'autres aspects montrent la fragilité de cette dynamique de progrès :

- La sous-dotation en effectif de l'EMUE ne lui permet pas d'assurer ses charges d'expertise militaire au profit du SEAE, qui ne font qu'augmenter.
- L'UE ne dispose pas d'une capacité de planification et d'anticipation européenne.
- Les contraintes sur le budget de l'AED, imposées principalement par le Royaume Uni, limitent son efficacité.
- Le processus décisionnel, bâti sur le consensus, constitue une force une fois la décision prise mais prend trop de temps, notamment par suite de l'insuffisance du partage des informations en amont.
- Enfin on peut regretter l'absence d'une politique incitative qui permettrait de mutualiser le coût des opérations.

Le Général Patrick de Rousiers a ensuite fait part de témoignages plus personnels sur son action dans le cadre de la crise en Ukraine, du dialogue avec la Chine, de l'opération en Somalie, de l'opération Sophia (plan d'opérations agréé à 28 en un mois) ou du dialogue OTAN/UE, qui progresse mais n'autorise pas encore de réunion conjointe des deux comités militaires.

En conclusion, le Général Patrick de Rousiers préfère parler d'Europe des solidarités plutôt que d'Europe de la défense : ce n'est pas encore la Défense de l'Europe. Cette solidarité progresse comme le montre la récente déclaration de Madame Mogherini : « l'Europe n'est pas en guerre mais elle va répondre à la demande de soutien française (conformément à l'article 42-7 du traité de Lisbonne). »
